

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



48329
Distr.
LIMITEE



E/CN.14/URB/9
15 juillet 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cycle d'étude sur les problèmes urbains
le rôle des femmes dans le développement urbain
4-14 septembre 1963
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

LA CONDITION DE LA FEMME AU KENYA

(par Julius Carlebach)

LA CONDITION DE LA FEMME AU KENYA

Nous nous proposons dans le présent document d'examiner la condition de la femme au Kenya, sous l'angle pourrait-on dire, des "formes de dépendances". Cette méthode permet de ramener les éléments sociaux, économiques et psychologiques, qui jouent un rôle dans la société, à de simples dépendances ou interdépendances et peut-être sera-t-il possible ainsi de discerner les voies les plus vraisemblables qu'emprunteront les changements les plus importants de la condition de la femme.

La plupart des éléments qui déterminent la condition économique et sociale de la femme dans nombre de villes africaines sont déjà bien connus. Toutefois, les facteurs psychologiques demeurent obscurs et la dynamique de la vie familiale et du comportement sexuel en Afrique restent encore à étudier.

Il semble en général admis que les éléments qui déterminent la condition de la femme en Kenya, notamment dans les zones urbaines, sont au nombre de cinq:

1. Le statut de la femme dans sa communauté tribale.
2. Le manque généralisé d'instruction de la population féminine.
3. L'importance du rôle des femmes dans l'agriculture.
4. La tendance de la femme à rester avec ses enfants quand l'époux migre vers la ville.
5. Le rôle de la femme dans le maintien des traditions populaires.

LE STATUT DE LA FEMME

Dans nombre de tribus africaines, le statut de la femme est fonction non pas de ce qu'elle est mais plutôt de ce qu'elle peut produire ou rapporter. Pour le père par exemple, la valeur de la fille réside dans le prix qu'il touchera lorsqu'elle se mariera, alors que l'époux voit dans la femme la faculté d'engendrer des enfants et de travailler la terre pour nourrir la famille. Rien n'indique que, dans les grandes masses des villes l'urbanisation ait entraîné un changement important, même dans les agglomérations où l'on a enregistré un assez grand nombre de mariages entre membres de tribus différentes.

Si, par exemple, nous considérons la circoncision de la femme comme une pratique intimement liée à la coutume et à la tradition tribales ^{1/}, force nous est de constater que la citadine reste soumise à cette pratique dont la fonction et le but semblent pourtant perdent leur sens dans la vie urbaine.

Dans une récente étude sur la prostitution juvénile ^{2/} à Nairobi, on a constaté que 49,5 pour 100 des femmes et des jeunes filles interrogées étaient circoncises. Comme parmi les "enquêtées" figurent également des femmes originaires de tribus telles que, par exemple, les Jualo, qui ne pratiquent pas la circoncision, la fréquence réelle est encore plus élevée.

Un contrôle effectué sur les 600 premières femmes qui ont reçu des soins pré-natals dans une maternité de Nairobi a donné les résultats suivants:

<u>Tribu</u>	<u>Circoncises</u>	<u>non circoncises</u>
Kikouyou	369	21
Wakamba	59	4
Embu	5	1
Taita	2	0
Nandi	1	0
Autres tribus (y compris celles qui ne pratiquent pas la circoncision)	13	125

Sur 600 femmes, 449 étaient donc circoncisées. ^{3/}

Un autre indice qui montre que la condition de la femme n'a pas changé nous est fourni par les arrangements matrimoniaux complexes qui en milieu traditionnel, de par la offraient à la femme une certaine protection en vertu de la loi et de la coutume de la tribu, mais qui en ville tendent à la laisser sans aucune défense puisque le soutien de la tribu ou du clan fait défaut. Chez les Kikouyou par exemple, l'homme a

^{1/} Kenyatta, Jomo - Facing Mount Kenya - Londres, 1961, p. 133

^{2/} Carlebach, Julius - Juvenile Prostitutes in Nairobi - Kampala, 1962, p.19

^{3/} Communication privée du médecin de la santé publique, Nairobi, Oct. 1962.

la faculté d'abandonner femme et enfants si la cérémonie du NGURARIO n'a pas été célébrée. (sacrifice de moutons et de chèvres et brassage de la bière symbolisant l'exécution du contrat de mariage entre le père et l'époux de la jeune fille). L'absence de cette coutume tribale particulière est, partiellement du moins, à l'origine de la grande fréquence à Nairobi des cas d'abandon de foyer par le mari. ^{4/}

LE MANQUE D'INSTRUCTION

Le Kenya compte approximativement 1 million de jeunes filles d'âge scolaire, ^{5/} dont un peu plus d'un quart seulement fréquentent des établissements d'enseignement, à savoir:

Ecole primaire	-	266.835
Ecole moyenne	-	34.063
Ecole secondaire	-	1.068 (plus environ 80 qui reçoivent outre-mer une instruction secondaire) ^{6/}

On peut illustrer encore mieux l'ampleur de ce problème en prenant l'exemple de Nairobi où, selon la Division économique et statistique du Trésor ^{7/} il existe 23.727 filles âgées de 0 à 16 ans (avril 1963). On ne connaît pas exactement leur répartition par groupes d'âge, mais l'OMS ^{8/} a effectué récemment à Bondeni, quartier de Nairobi, une étude démographique qui peut nous éclairer; sur un total de 178 personnes du sexe féminin, la répartition par groupes d'âge était la suivante:

0 à 6 ans	-	45 filles
7 à 16 ans	-	66 filles
17 à 50 ans	-	48 femmes
Indéterminé	-	<u>19</u> femmes

178 personnes du sexe féminin

La proportion approximative des filles d'âge scolaire par rapport à celles d'âge non scolaire est donc de 60 pour 100 contre 40 pour 100

^{4/} Jackson, E.E. - Family Problems in Urban Areas - "Kenya we want" 1962.

^{5/} Statistiques démographiques du Département Statistique, 1960

^{6/} Résumé annuel du Ministère de l'éducation, Presses gouvernementales, Kenya 1961.

^{7/} Communication privée - 19.4.1963.

^{8/} Communication privée - Dr. J.A. Munoz, 16.5.1963.

pour le groupe d'âge de 0 à 16 ans. Selon certains indices, cet échantillon n'est peut-être pas très représentatif. Nous pouvons donc procéder à un ajustement et supposer une proportion de 50 pour cent, ce qui nous donne, pour l'ensemble de Nairobi:

Age pré-scolaire - 11.863 filles (chiffre arrondi au nombre entier le plus proche)

Age scolaire - 11.863 filles (chiffre arrondi au nombre entier le plus proche)
(au dessous de 16 ans)

Au milieu de 1962, les effectifs scolaires étaient les suivants ^{2/}

Classes I à IV - 2.326

Classes V à VII - 907

Ecole secondaire - 52 (en dehors de Nairobi)
3.285

Nous obtenons ainsi un chiffre de 8.578 filles de 7 à 16 ans qui ne vont pas à l'école et dont très peu auront un emploi ou recevront une formation quelconque. Ceci devient évident si l'on songe que le nombre total des Africaines qui travaillaient à Nairobi en juin 1962 était de 3.451 et que celui des lieux de formation pour filles, tant à Nairobi qu'en dehors, ne dépasse pas 150.

L'insuffisance de l'instruction donnée aux jeunes africaines, s'explique par de nombreuses raisons dont la principale est peut-être encore le statut inférieur de la femme dans les sociétés africaines.

Pour la famille africaine, qui compte en général beaucoup d'enfants les droits normaux d'inscription dans les écoles primaires, à savoir 60 shillings par an, représentent à eux seuls une lourde charge si le niveau de vie de la famille est voisin du minimum vital. La préférence va donc invariablement aux garçons, les filles pouvant être utiles à la maison et, en tout état de cause, les dépenses afférentes à leur instruction étant souvent considérées comme du gaspillage, puisque le paiement de mariage auquel la fille donnera lieu ne semble pas s'en trouver sensiblement modifié. Les incidences de cette situation sont beaucoup plus graves en milieu urbain que dans les zones rurales.

^{2/} Communication privée - Nairobi City - County Ed. Office, 13.3.1963.

Aucune forme d'activité individuelle ne s'offre à la jeune fille qui ne fréquente pas l'école, hormis quelques travaux domestiques que l'on peut difficilement qualifier "d'occupation" et qui ne manquent pas, en tout cas, de déplaire à bon nombre des jeunes filles urbanisées, lesquelles, si possible, s'y soustraient. Du fait de cette oisiveté, qu'accompagnent souvent la misère ou, dans l'hypothèse la plus favorable un revenu familial très faible, beaucoup de ces jeunes filles s'adonnent à la prostitution, aussi bien pour être occupées que pour gagner de l'argent. ^{11/}

LE ROLE DE L'AGRICULTURE

Au Kenya tant sur le plan de l'économie familiale que sur celui de l'économie nationale, les travaux agricoles sont exécutés dans une proportion écrasante par les femmes. En milieu rural, il est en général admis que c'est qu'il appartient à la femme de travailler les petits lopins de terre de la tribu et de pourvoir à la nourriture de la famille. En ce qui concerne l'économie nationale, plus de 80 pour 100 des femmes qui ont une activité au Kenya travaillent dans l'agriculture. ^{12/}

Il y a là encore un élément lourd de conséquences pour les femmes qui quittent la campagne pour la ville où la famille vit en régime d'économie monétaire. L'essentiel de l'activité de ces femmes a disparu et elles ne peuvent guère plus que s'occuper de leurs enfants et du semblant de foyer qu'elles peuvent avoir.

A la différence de ce qui se passe en Afrique de l'ouest, il ne semble pas qu'à Nairobi on fasse à la femme une grande place dans les activités commerciales de la cité. C'est ainsi, par exemple, que sur quelque 1500 licences de colportage délivrées chaque année par les autorités municipales, 20 pour cent environ seulement l'ont été à des femmes. ^{13/} Cette situation n'est pas nécessairement du goût des femmes qui, fait significatif, totalisent un bien plus fort pourcentage de poursuites pour colportage illégal que les hommes. Néanmoins, à l'heure où ces lignes sont écrites, le chômage, la misère, l'entassement et la

^{10/} Communication privée - Division économique et statistique du Trésor, 5.3.63.

^{11/} Carlebach, Julius - Juvenile Prostitutes in Nairobi

^{12/} Ministère du travail du Kenya - 1962.

^{13/} Communication privée, Office des licences de la Municip. de Nairobi, 1963.

promiscuité qui règnent dans la cité posent des problèmes tellement graves qu'il est peu probable que les Africains renoncent au profit de la femme à leur main-mise sur le commerce.

LA FEMME DANS LES RESERVES

Une des caractéristiques de bien des villes nouvelles d'Afrique, notamment dans la partie orientale du continent, est que le rapport de masculinité de la population africaine est "complètement anormal" ^{14/} A Nairobi par exemple, d'après diverses estimations, il y a entre 3 et 5 hommes pour une femme dans les quartiers africains. Ce phénomène résulte d'une évolution historique, mais il est encore favorisé dans une certaine mesure par quelques grands employeurs. A l'origine, les hommes africains avaient coutume de quitter temporairement le territoire de leur tribu pour la ville afin d'y gagner de l'argent; ils entendaient bien retourner dans leurs réserves tribales en temps voulu. La famille restait donc en arrière et la tâche de nourrir, d'habiller et d'élever les enfants incombait à la femme. Elle conservait donc son rôle, quel que fût le soutien monétaire qu'elle recevait ou non de son époux, lequel avait la possibilité, et en usait souvent, de dépenser son argent soit pour une autre épouse soit pour une concubine.

LE MAINTIEN DES TRADITIONS

On a souvent dit que la femme tend à être plus conservatrice dans ses conceptions et à être une plus sûre gardienne des traditions populaires que l'homme. Ceci est certainement vrai dans les populations d'Afrique où la plus forte résistance au changement provient de la femme, même lorsque ce changement vise à servir ses intérêts.

Nous en avons déjà donné un exemple à propos de la circoncision de la femme, qui est pratiquée et défendue par elle bien qu'on estime en général qu'il s'agissait à l'origine, d'une forme d'assujettissement. On cite souvent en exemple également la répugnance de la femme à adopter, des pratiques culturelles modernes et scientifiques qui lui faciliteraient la besogne et accroîtrait le rendement de sa terre ^{15/}.

^{14/} Southall A. - Social Change in Modern Africa - Oxford 1961, p.46.

^{15/} Roche J.C. - Women and Economic Development - voir Rapport sur le 1er Cycle d'étude des femmes du Kenya 1962, p.30.

L'HOMME AFRICAIN DANS LES AGGLOMERATIONS URBAINES

On a déjà mentionné le rapport anormal de masculinité dans beaucoup de villes africaines et les raisons de cette situation. Mais on n'a jamais expliqué pourquoi cette situation a soulevé si peu d'objection chez l'homme, qui semble avoir accepté avec une très grande sérénité d'être séparé, par la force des choses, de sa femme et de ses enfants. La plupart des logements offerts par les employeurs et les municipalités n'ont pas été conçus pour abriter des familles. La municipalité de Nairobi, par exemple, lorsqu'elle engage un nouvel employé, n'octroie à ce dernier, pendant les trois premières années d'engagement, qu'une place dans un dortoir. Auparavant, l'employé devait travailler sept ans pour la municipalité avant de se voir attribuer un logement où il puisse faire venir sa famille.

Il serait donc raisonnable de dire que l'acceptation de cette situation anormale par l'homme africain est due au fait que les avantages matériels qu'il trouve en ville sont tels que le fait d'être séparé de sa famille passe au second plan. Sexuellement les prostituées ou concubines non seulement satisfont directement ses désirs mais en plus lui procurent l'agrément de la variété.

D'autre part, très peu de choses retiennent l'homme dans la réserve africaine. Son rôle et sa fonction au sein de la tribu, là où ils existent encore ne lui assurent pas un débouché suffisant tout en le privant des avantages matériels que la ville n'offre qu'au salarié.

Un contrôle récent portant sur 100 hommes africains venus se faire soigner dans un dispensaire de Nairobi, spécialisé dans la lutte contre les maladies vénériennes, a révélé que 88 d'entre eux avaient été contaminés par une prostituée (c'est-à-dire par une femme dont ils payaient les services); 59 d'entre eux étaient mariés, bien que l'on ne sache pas si leur épouse étaient ou non à Nairobi.

Une enquête effectuée sur 100 femmes en traitement dans ce même dispensaire a montré que plus de la moitié (56) étaient des femmes mariées contaminées par leur mari.

Il est possible qu'en luttant énergiquement, et victorieusement, contre la prostitution, on puisse susciter chez les Africains qui vivent

séparés de leur famille un tel sentiment de frustration qu'ils soient amenés, à insister pour faire venir leur famille en ville.

Dans les sociétés occidentales, on admet en général que, en dehors de sa fonction purement sexuelle, l'épouse joue pour l'homme un rôle important de compagne, de camarade, au sens le plus large du terme. Dans les sociétés africaines, sans doute à cause d'une longue tradition de polygamie, ces rapports ne semblent pas de mise. S'il en est bien ainsi, alors la tendance croissante à la monogamie, qui se manifeste sous la pression de facteurs économiques, rendra probablement nécessaire une intense adaptation psychologique et entraînera inévitablement un changement dans le statut de la femme.

LE ROLE DE LA FEMME DANS L'ECONOMIE

Autre conclusion inéluctable qui découle de l'indépendance de l'homme africain vis à vis de son épouse et de sa famille, la femme qui rejoint son mari en ville n'y a pas vraiment sa place, du fait qu'elle n'y occupe pas de fonction réelle. Du point de vue économique, son rôle est très limité.

La répartition de la main-d'œuvre féminine au Kenya s'établit comme suit:

<u>Branche d'activité</u>	<u>Pourcentage du nombre total de femmes employées</u>		
	<u>1961</u>	<u>1960</u>	<u>1959</u>
<u>Secteur privé</u>			
Agriculture et sylviculture	81.4	83.1	82.9
Industries extractives	0.1	0.1	0.1
Manufactures et réparations	2.3	2.6	2.7
Constructions	0.3	0.1	0.1
Commerce intérieur	0.8	1.0	1.3
Transports et communications	0.1	0.1	0.1
Service de maison	2.7	2.8	2.9
Autres activités	1.9	2.6	3.0
<u>Services Publics</u>			
Administration	7.4	4.6	4.0
Chemins de fer et ports	0.1	0.1	0.1
Autres services publics	2.9	2.9	2.8

Le nombre total de femmes employées dans toutes les branches de l'économie atteignait 78.979 en 1961 contre 81.894 en 1960 et 74.709 en 1959. Déduction faite de la main-d'oeuvre agricole féminine, on obtient les chiffres suivants: 14.662 en 1961, 13.816 en 1960 et 12.753 en 1959, soit un taux d'accroissement de quelques mille personnes par an.^{16/} Disséminés sur tout le territoire, des effectifs aussi réduits ne sauraient exercer une influence ni sur les employeurs en tant qu'agents de production, ni sur les échanges par leur pouvoir d'achat, ni sur leurs partenaires masculins si l'on considère le statut actuel de la femme. C'est là une autre raison qui explique, dans une très large mesure, que tant de femmes dans tant de villes d'Afrique vivent à l'abandon entassées dans des quartiers surpeuplés, et à la limite de la famine. Aucun effort n'est tenté pour alléger leur condition, car elles peuvent être remplacées comme épouses et n'occupent qu'une place infime sur le marché du travail du fait qu'elles sont très peu nombreuses et que la plupart ne possèdent aucune qualification.

LES PROSTITUEES.

Les femmes qui semblent jouer le plus grand rôle dans les villes sont les prostituées. Elles constituent une "main-d'oeuvre" sans doute assez nombreuse et occupent dans l'économie une place non négligeable en ce qu'elles représentent probablement le seul groupe de femmes tant soit peu important qui détienne un pouvoir d'achat réel. Mais si nombreux que puissent être les Africains qui ont recours à leurs services, elles sont, aux yeux de la plupart d'entre eux des créatures déchues que l'on ne saurait autorisé à exercer une influence quelconque sur la société dans laquelle elles vivent ou sur les hommes dont elles assouvissent les besoins, et cela d'autant moins que les plus riches et les plus demandées tirent leurs revenus de clients non africains.

De même que les Africains ne voient guère d'objections à être séparés de leur famille lorsqu'ils vont travailler dans les villes, de même la grande masse des Africaines - du moins au Kenya - ne semblent pas porter à protester ou à se révolter contre leur condition. D'après le rapport sur le cycle d'étude des femmes, les Africaines ont une conscience aigüe des dangers et de l'iniquité de cette situation mais on ne décèle aucun signe d'opposition ouverte, sauf chez les femmes qui n'ont plus à souffrir ce que subissent encore leurs compagnes.

LES FEMMES ET LA CRIMINALITE

D'après les statistiques, la criminalité est relativement faible parmi les femmes du Kenya.^{17/} Au cours des quatre dernières années, le nombre de condamnations prononcées a été, pour les femmes, le suivant:

	<u>Nombre total de condamnations - Femmes</u>			
	<u>1962</u>	<u>1961</u>	<u>1960</u>	<u>1959</u>
Adultes:	11,761	13,995	14,678	13,322
Adolescentes:	193	402	325	215

A titre de comparaison, les chiffres pour les hommes sont les suivants:

	<u>Nombre total de condamnations - Hommes</u>			
	<u>1962</u>	<u>1961</u>	<u>1960</u>	<u>1959</u>
Adultes:	181,687	153,470	146,714	109,277
Adolescents:	3,874	5,213	5,151	3,755

Presque toutes ces condamnations étaient motivées par des infractions à trois ordonnances locales visant respectivement le brassage illégal de la bière (Liquor Ordinance), le colportage illicite (Trader's Licensing Ordinance) et le vagabondage, dans les villes, des habitants des réserves (Vagrancy Ordinance). Ces délits ont entraîné le nombre de condamnations suivant:

	<u>Condamnations pour délits contre la législation locale - Femmes</u>			
	<u>1962</u>	<u>1961</u>	<u>1960</u>	<u>1959</u>
Adultes	10,730	13,028	13,738	12,568
Adolescentes	134	338	276	182
	<u>Hommes</u>			
	<u>1962</u>	<u>1961</u>	<u>1960</u>	<u>1959</u>
Adultes	158,586	133,624	124,153	91,131
Adolescents	1,962	3,223	2,692	1,882

Pour l'ensemble du Kenya, la criminalité proprement dite est donc extrêmement faible:

	<u>Condamnations pour délits criminels - Femmes</u>			
	<u>1962</u>	<u>1961</u>	<u>1960</u>	<u>1959</u>
Adultes	1,031	967	940	754
Adolescentes	59	64	47	33

^{17/} Chiffres fournis par le Département de recherches criminelles de la police de Kenya.

*

Condamnations pour délits criminels - Hommes

	<u>1962</u>	<u>1961</u>	<u>1960</u>	<u>1959</u>
Adultes	23,101	19,846	22,561	18,146
Adolescents	1,912	1,990	2,459	1,873

A Nairobi - principale agglomération urbaine du Kenya - la situation est sensiblement la même, sauf dans le cas des jeunes délinquants.

Circonscription de Nairobi - 1962 Femmes (hommes)

	<u>Nombre total de</u> <u>condamnations</u>	<u>Infractions à la</u> <u>législation locale</u>	<u>délits</u> <u>criminels</u>
Adultes	4,134 (53,174)	4,014 (50,306)	120 (2,868)
Adolescents	45 (705)	41 (305)	4 (400)

A en juger par ces chiffres, on ne saurait conclure à un état d'hostilité, d'agitation ou de révolte parmi les femmes.

LES FEMMES ET LA POLITIQUE

Dans deux autres domaines les femmes africaines pourraient faire montre d'une certaine effervescence: la politique et le syndicalisme.

En ce qui concerne la politique, on signale que les femmes des villes prennent une part active aux campagnes électorales et à d'autres activités politiques en utilisant - et cela n'est pas sans intérêt - les méthodes d'information traditionnelles de l'Afrique. S.K. Karimi, par exemple, a noté le rôle prépondérant que les femmes des quartiers africains de Nairobi ont joué lors des élections de 1961 en propageant des idées - politiques et en soutenant les candidats de leur choix par des mélodies traditionnelles, encore qu'elles aient paru faire leurs options politiques des hommes de leur entourage.^{18/} On observera néanmoins que les problèmes concernant plus particulièrement les femmes ou leur représentation au Parlement ne furent soulevés qu'incidemment et par les femmes des couches supérieures. Selon le rapport déjà mentionné, "les femmes ne participent pas à la politique des partis".^{19/}

* La progression du nombre de condamnations pour délits criminels s'explique, dans une certaine mesure, par le développement récent des activités de l'Armée de libération du territoire.

^{18/}Karimi, S.K. - "The Nairobi African Community as seen through the General Elections" - Document présenté au Makerere College (E.A.I.S.R.) juin 1961.

^{19/}Rapport sur le premier cycle d'étude des femmes du Kenya, p.14.

Au Kenya aucune femme africaine n'a jamais été élue au Parlement et le principal dirigeant féminin du Tanganyika a fait ressortir l'hostilité et la résistance que les Africains manifestent à l'égard des femmes au cours des élections, quelque soit l'enjeu politique.^{20/}

LES FEMMES DANS LES SYNDICATS

Dans le mouvement syndical - régi en grande partie par des principes socialistes venus de l'étranger - les femmes jouissent du même statut que les hommes. Malheureusement, les dirigeants syndicalistes n'ont pu fournir de chiffres dignes de foi sur le nombre de femmes syndiquées. Il semble que celles-ci s'opposent à être classées à part car elles y voient une forme de discrimination. On estime cependant que les femmes représentent 3 à 10% de l'effectif total des syndicats, mais rien ne permet de penser à ce jour que la condition de la femme dans les centres urbains soit devenue un thème de revendication des syndiquées.

La Fédération Kényienne du Travail évalue ses effectifs à 300.000 membres, dont 10 pour cent seraient des femmes. Nous avons déjà vu que, sauf dans l'agriculture, la main-d'oeuvre féminine est extrêmement réduite. C'est donc dans les syndicats agricoles qu'il faut chercher la grande majorité des quelque 15.000 femmes employées.^{21/} Dans le rapport sur le cycle d'étude déjà cité on peut lire que "les travailleuses ne s'intéressent pas au mouvement syndical...(et) contribuent peu au développement des syndicats".^{22/}

L'ELITE DES FEMMES

L'action la plus vigoureuse qui ait été déclenchée en faveur des femmes du Kenya est venue de "l'élite" des Africaines, c'est-à-dire de celles qui, par leur instruction ou par leur mariage avec des dirigeants politiques, ou les deux à la fois sont parvenues à des postes élevés et ont acquis de l'influence. Conscientes des besoins pressants du pays et de ses habitants, ces femmes se sentent de plus en plus solidaires les unes des autres. On trouve une intéressante illustration de ce

^{20/} Mohamed, Bibi Titi, Women in Politics - op.cit.p.38.

^{21/} Communication privée du Secrétaire général adjoint, KFC, Octobre 1962.

^{22/} Rapport sur le premier cycle d'étude des femmes du Kenya.

mouvement dans le premier cycle d'étude des femmes du Kenya, organisé en mai 1962. Les participantes ont procédé à une analyse minutieuse des grands problèmes liés à la condition de la femme en s'efforçant d'apporter des solutions.

L'idée de cette réunion a été lancée par un groupe de femmes africaines membres d'associations telles que la Manodelo ya Wanawake, la Société des femmes du Kenya et l'Alliance universelle des unions chrétiennes féminines. Le Comité des femmes pour l'Afrique - dont le siège est à New York - devait envoyer une représentante au Kenya pour aider à organiser le cycle, tandis que d'autres femmes, la plupart de la région de Nairobi, étaient invitées à former un Comité directeur.

Visant à développer l'esprit d'initiative parmi les femmes africaines, ce cycle d'étude diffère des organisations féminines multi-raciales du Kenya en ce sens que, tout en admettant des femmes de toutes les races, il a été entièrement patronné par des Africaines.

Depuis le premier cycle en mai 1962 des déléguées provinciales, (élues par des participantes au cycle) ont prononcé des conférences dans la province centrale (Nyeri), dans la Rift Valley (Nakuru) dans la province méridionale (Machakos), dans le Masailand (Ngong), dans la province de Nyanza (Kisumu), à Embu, Meru, et dans la province côtière (Mombasa). A toutes ces conférences, l'accent a été mis sur le rôle directeur que les femmes peuvent jouer, en particulier dans la vie publique et la protection sociale, questions qui touchent à la fois les villageoises et les citadines. Des membres du Comité central ont également pris la parole.

Aujourd'hui, les promoteurs du cycle d'étude peuvent prétendre avoir le soutien de toutes les femmes du Kenya. Les conférences provinciales ont rassemblé non seulement des Africaines mais aussi des hommes et des femmes de toutes races. Des invitations ont été envoyées à des personnalités influentes dans tout le pays.

Au cours du dernier cycle qui a eu lieu en avril 1963, la possibilité de réunir des participantes de tous les pays de l'Afrique de l'est a été examinée - encore que cette entreprise puisse exiger l'aide directe

des Nations Unies. ^{23/} Il convient néanmoins de mettre en lumière certains problèmes liés à ce mouvement de l'élite, problèmes qui risquent de contrecarrer l'évolution de la condition des femmes africaines.

En Europe, les femmes ont arraché leur émancipation de haute lutte, remportant ainsi une réelle victoire. ^{24/} Il en est résulté que les femmes africaines se sont vu accorder presque automatiquement tous les droits politiques avant même qu'elles aient eu l'occasion de prendre parti sur cette question. Si l'on observe encore dans les délibérations des féministes européennes les séquelles des luttes passées, du moins peut-on les expliquer historiquement. Mais de telles manifestations parmi les femmes africaines ne peuvent avoir pour cause que l'influence des européennes. Du fait que la plupart des animatrices africaines en raison de leur éducation et de leurs relations sociales et politiques, ont été profondément influencées par leurs sœurs d'occident, leurs conceptions risquent d'être parfois sans rapport avec les besoins réels de leurs compatriotes. Toutefois, si l'on amène peu à peu les villageoises moins instruites à participer également aux cycles d'étude on arrivera sans doute à établir l'équilibre nécessaire pour éviter une emprise excessive des idées politiques occidentales.

Autre obstacle au succès de l'élite: l'adoption du mode de vie occidental qui demeure très éloigné des usages du peuple et qui est surtout le fait des européennes habitant les villes africaines. Mais si une Africaine évoluée peut assez aisément s'intégrer dans un quartier européen, se loger, se vêtir et se nourrir à l'europpéenne, elle tend, par là même, à se détacher physiquement, socialement et psychologiquement de la masse des Africaines qui sont demeurées dans leurs quartiers misérables et l'on peut supposer que son influence diminuera à mesure qu'elle s'éloignera de ses compagnes. Il est à noter que le rapport du cycle d'étude - qui fournit par ailleurs une analyse pertinente et large des problèmes de la femme africaine - passe rapidement sur la question essentielle des rapports entre les sexes dans la société africaine.

^{23/} Communication privée de Mrs. Pamela Mboya, mai 1963.

^{24/} cf. Fulford, Roger -- Votes for Women, Londres, 1954.

On n'y trouve aucun appel direct aux dirigeants nationaux pour qu'ils usent de leur influence afin d'améliorer la condition de la femme africaine ou de promouvoir une législation, qui s'attaquerait franchement aux abus dont tant d'Africaines sont les victimes et qui leur sont en grande partie infligés par les hommes de leur famille.

NECESSITE D'UN GROUPE INTERMEDIAIRE

La principale raison pour laquelle cet état d'infériorité de la femme africaine se perpétue, est l'absence presque totale de ce que l'on pourrait appeler un "groupe intermédiaire" de femmes, qui, par leur position dans la société pourraient exercer une influence propre à modifier la condition de toutes les femmes.

Ce groupe intermédiaire, serait essentiellement composé de trois catégories d'employées: les infirmières (pour les besoins de notre étude nous y ajouterons les assistantes sociales et autres auxiliaires dans ce domaine), les enseignantes et les employées de bureau (sténographes, dactylographes, etc).

SOINS INFIRMIERS ET SERVICES CONNEXES

En raison de la structure du développement des villes africaines et d'une plus grande faculté d'adaptation de l'homme aux techniques nouvelles, l'élément masculin prédomine aujourd'hui dans le personnel infirmier et les services connexes. A titre d'exemple, on trouvera ci-dessous un tableau indiquant le nombre d'auxiliaires médicaux d'origine africaine issus du centre de formation médicale de Nairobi. ^{25/}

Année	Infirmiers			Assistants des hôpitaux			Panseurs diplômés		
	M.	F.	Total	M.	F.	Total	M.	F.	Total
1952			-	3	2	5			-
1953			-	25	1	26	4	-	4
1954			-	4	-	4	28	4	32
1955	-	2	2	12	-	12	38	7	45
1956	-	2	2	24	5	29	32	10	42
1957	-	3	3	9	2	11	38	9	47
1958	-	4	4	37	4	41	47	8	55
1959	-	2	2	24	2	26	51	27	78
1960	5	3	8	28	1	29	25	8	33
1961	-	7	7	20	-	20	73	22	95
Total:	5	23	28	186	17	203	336	95	431

^{25/} Communication privée du Centre de formation médicale, Nairobi, Oct. 1962.

Total général: Le Conseil des infirmières et des sages-femmes du Kenya a communiqué pour la période 1952-1962, les chiffres suivants: ^{26/}

Infirmières titulaires	44
Aides infirmières, grade I	390
Aides infirmières, grade II	972
Aides sages-femmes	482

Toutefois, il n'a pas été possible de connaître le rapport numérique entre les hommes et les femmes, sauf naturellement dans le cas des sages-femmes, ce qui aurait permis de préciser le pourcentage des auxiliaires médicaux qui occupent en fait des emplois féminins.

En ce qui concerne les travailleurs sociaux, on ne dispose d'aucun chiffre. De nombreuses organisations bénévoles, des municipalités urbaines et rurales emploient certes des femmes pour soins à domicile et la protection sociale mais il est généralement reconnu que la demande est loin de correspondre à l'offre.

Dans les services pénitentiaires les femmes ont récemment accompli de grands progrès. On trouve actuellement 170 femmes surveillantes dans les prisons ^{27/} pour un nombre d'internées qui s'élevait en 1961, à 455,22 par jour. ^{28/} Dans la police, les progrès sont plus lents. En 1960, 8 femmes seulement étaient agents de la paix, mais le chiffre est passé à 22 en 1961. ^{29/} On ne possède encore aucun renseignement sur l'influence que ces dernières pourraient avoir, en particulier sur les femmes et les enfants des villes.

ENSEIGNANTES

Dans l'enseignement, la position des femmes est encore plus précaire. Le Kenya compte actuellement 3.006 professeurs titulaires et 708 auxiliaires

^{26/} Communication privée du Conseil des infirmières et des sages-femmes, Nairobi, octobre 1962.

^{27/} Communication privée - Secrétaire permanent, Ministère des affaires sociales, octobre 1962.

^{28/} Commissaire des prisons - Rapport annuel, 1961

^{29/} Commissaire de police - Rapport annuel, 1961.

d'enseignement, soit un total de 3.714 femmes. Nous avons déjà signalé que 261.996 filles fréquentent l'école autrement dit, il y a un professeur femme pour environ 70 écolières. Compte tenu des filles qui ne fréquentent pas l'école, il faudrait au bas mot 7.600 enseignantes de plus pour que les classes ne dépassent pas en moyenne 30 élèves.

A l'heure actuelle, le nombre de femmes qui suivent des stages pédagogiques s'élève à 1.160. ^{30/}

EMPLOYEES DE BUREAU

Il n'existe pas de statistiques relatives au nombre de femmes africaines employées comme sténographes ou à des postes administratifs plus élevés. En 1960, le pourcentage de femmes employées dans les grandes villes était de 3 pour 100 seulement contre 9 pour 100 en Asie et 36 pour 100 en Europe. ^{31/}

L'INFLUENCE DU GROUPE INTERMEDIAIRE

C'est ce petit groupe de professions qui doit être élargi car il est le plus à même de rendre immédiatement service à la population. Du point de vue économique, l'intégration totale des femmes africaines à ce groupe contribuera à créer une force qui, par son pouvoir d'achat, favorisera le développement du commerce sans pour autant empiéter sur le marché du travail des hommes ce qui susciterait un climat de mécontentement et d'hostilité.

Dans les pays occidentaux, les produits destinés aux femmes revêtent une importance considérable pour l'économie: c'est ainsi que des secteurs comme les textiles et les cosmétiques ont pu donner naissance à de véritables industries grâce à la demande féminine. Les journaux féminins constituent un autre exemple important, aussi bien sur le plan financier que sur le plan social, de ce qui peut-être fait seulement pour créer des emplois mais également pour répandre les idées, et dans une certaine mesure, l'instruction.

Dans le domaine social, les femmes de ce groupe pourront créer des sphères d'influence qui contribueront à améliorer automatiquement la condition de la femme en général. Telles les infirmières et les professeurs

^{30/} Ministère de l'éducation - Rapport annuel, 1961

^{31/} Roche, J.C. - Women and Economic Development - voir Rapport sur le 1er cycle d'études des femmes du Kenya, p.31.

qui ne peuvent manquer de jouer un rôle important car leur action s'exerce sur les catégories de la population les plus influençables: les malades et les jeunes.

Sous l'angle psychologique, du fait que ce groupe pourra rendre des services de plus en plus nombreux à la collectivité laquelle par conséquent, deviendra de plus en plus tributaire des femmes qui le composent, des dernières pourront exiger toujours davantage de la société.

LE RÔLE DE LA FEMME CELIBATAIRE

C'est également dans ce groupe intermédiaire que le plus grand changement, et le plus profitable, devrait survenir. Nous voulons parler de l'attribution d'une place dans la société à la femme célibataire, qui doit jouer un rôle important en dehors des deux domaines d'action traditionnels de la femme -- élever des enfants et travailler la terre. Vraisemblablement, seule l'acceptation de la célibataire pourra amener l'Africain à considérer la femme dans un esprit plus large. Southhall a signalé la tendance des hommes de l'Afrique de l'est à juger comme des êtres de mœurs dissolues toutes les femmes des villes, surtout celles qui travaillent ou qui sont bien vêtues. ^{32/} Il peut s'agir d'un mécanisme de défense de l'homme qui refuse d'admettre l'égalité (ou la supériorité) sociale et économique de la femme. Des infirmières et des enseignantes célibataires dont la réussite est, par conséquent, sans équivoque et émotivement acceptable, ont toutes chances d'amener les Africains à changer d'opinion sur les citadines qui travaillent.

UN DANGER POSSIBLE

L'amélioration de la condition féminine sur le plan économique et social présente néanmoins un danger qui risque de susciter, dans les futures cités africaines, de nouveaux problèmes plus graves encore que ceux qui se posent actuellement.

Aujourd'hui, les célibataires ne constituent qu'un très faible pourcentage des employées africaines; la plupart d'entre elles sont mariées et même mères de famille. Or, plus une femme est capable, plus

^{32/} Southhall A. - Social change in Modern Africa

elle a de chances de trouver un emploi; elle devra donc confier ses petits à la garde d'"ayahs" ou d'un jardin d'enfants. D'autre part, à mesure que la monogamie se répandra dans les villes, l'homme et la femme seront davantage attachés l'un à l'autre dans leur existence et leur activité quotidienne; ces liens de dépendance, en particulier des enfants à l'égard de leur mère, se resserreront toujours plus jusqu'à créer un climat familial assez semblable à celui qui règne en occident. Cependant, plus l'enfant dépendra de sa mère, plus il risquera, s'il en est séparé trop souvent, de ressentir des troubles psychologiques; on pourrait alors voir apparaître toute une génération d'adolescents plus ou moins déséquilibrés, produit des couches les plus aisées et influentes de la société.

Ce problème ne se pose pas encore dans la réalité mais il tend à prouver que l'évolution rapide autant qu'inévitable de la condition de la femme dans les villes africaines engendrera de nouvelles difficultés. Espérons que les peuples africains s'en inquiéteront assez pour les prévenir avant qu'elles ne n'aient des racines trop profondes ou ne causent trop de torts à la société.